

DANS VOTRE QUARTIER



la fabrique démocratique

Construisons ensemble l'avenir de Tarbes

Compte-rendu de la réunion 4

« Vivre ensemble en sécurité »

Quartier Ormeau-Figarol

Introduction : Isabelle Carchan

Grand Témoin : Jean-François Delgado, policier municipal

M. Stéphane S : On a tous vu au niveau de la police municipale la suppression des emplois jeunes. Dans le cas d'une politique de gauche, que feriez-vous pour renforcer les objectifs ?

M. Bernard G : Je crois que la police municipale fini à 17h le vendredi et ne travaille pas le WE. Alors pourquoi ne pas penser à redéployer les horaires pour plus de présence sur le terrain car les délits se passent surtout en fin de journée.

M. Jean-François DELGADO : Je veux dire que la police municipale n'est là que pour suppléer la police nationale. La police municipale doit jouer d'abord un rôle de lien social. Pendant des années, nous avons travaillé jusqu'à 17h. Depuis la nouvelle municipalité nous travaillons jusqu'à 20h et le samedi, mais dernièrement nous avons refusé de travailler la nuit car nous n'avons pas les moyens ni les missions de faire des enquêtes, les moyens sont insuffisants et ce rôle revient à la police.

Jean GLAVANY : Ce qui vient d'être dit par Jean François DELGADO est juste. La police municipale doit être complémentaire à la police nationale. La police nationale doit jouer le rôle de police de proximité qui lui revient aussi et que les baisses d'effectifs ne permettent plus aujourd'hui. La question qu'il faut qu'on se pose c'est l'efficacité d'une police de quartier et il faudra, si nous gagnons, de faire pression auprès du préfet pour remettre en place une police de proximité. J'aurais une question, il y a aujourd'hui 13 agents de police municipale, est-ce assez par rapport aux communes de même taille ?

JF DELGADO : Nous sommes en dessous du chiffre moyen. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que les communes munies de vidéo surveillance voient le rôle de leurs agents municipaux se réduire et donc perdre de son sens car les liens sont impersonnels.

Chantal Robin-Rodrigo : Je veux dire ici que les associations jouent un rôle essentiel et sont des acteurs de proximité indispensables pour le volet préventif, éducatif.

Mme Annie R : Sur certains quartiers, il faut tenir compte du tissu associatif et si vous gagnez en mars prochain, j'espère que vous rétablirez les services associatifs de proximité.

M. Gérald C : Je veux dire que le « tout répressif » débouche sur encore plus de délinquance. Souvent les hommes politiques de droite instaurent des politiques qui parfois ont des dérives de délits de faciès. Il faut du lien, il faut accompagner et faire de la prévention avant de sanctionner.

M. José C : Je suis d'accord, tout commence par la prévention, l'éducation et la police municipale doit avoir ce rôle de prévention. Dans la vie, il y a la délinquance, l'insécurité mais aussi et souvent le sentiment d'insécurité. Ce n'est pas la même chose. Sur Tarbes, a-t-on des chiffres ou des avis sur ce sentiment ?

Un citoyen du quartier : Je suis un retraité modeste. Je veux dire que cette soi-disant insécurité elle est artificielle et entretenue car dès le matin, on nous martèle, avec les journaux locaux, des titres catastrophiques qui ne sont pas, en fait, significatifs de la vie. Les gens ont peur car on leur fait peur tous les jours. C'est voulu par le pouvoir car quand on a peur, on s'en va dans les bras du père et le père opère. C'est bien connu faire croire que la peur est là entraîne encore plus de peur.

M. Marcel C : J'habite résidence Bel'Air qui a une certaine réputation. J'y habite depuis 20 ans. Je me pose la question de la nécessité du lien social. Je me pose aussi une question sur le logement car il n'y a plus de concierge. La SEMI les a supprimés. Quelle est aujourd'hui la politique de la SEMI sur les logements sociaux ? Aucune ou alors presque néant, bref, celle-ci ne joue pas son rôle et ne remplit pas ses missions. Et tout ceci débouche sur des actes d'incivilités.

JF DELGADO : Il faut savoir que la police municipale n'intervient pas plus dans les cités qu'ailleurs. Elle intervient surtout en centre ville car les délits ne sont pas toujours où on veut bien le faire croire.

M. Vincent R : Il y a aussi les débits de boisson. Souvent, l'abus d'alcool débouche sur des incivilités et ce problème est à prendre en compte.

M. Julien G : Nous avons, sur Tarbes, une police montée. Qu'elle est son utilité et son coût ? Cela est très esthétique mais est-ce vraiment efficace quand on sait qu'elle ne peut même pas se promener sur les berges de l'Adour ou dans certains quartiers de la ville.

M. Ludovic S : Il faudrait mettre en place une veille sur la sécurité.

Mme Claudine R : on parle de la police mais que font les parents qui ont baissé les bras. Le premier pas passe par l'éducation.

Mme Gisèle P : Il y a comme outil les écoles maternelles. Il faudrait mettre dans les écoles des espaces pour dialoguer, pour que les parents puissent avec des professionnels échanger avec l'enfant. Il faut comprendre que dire non à un enfant c'est aussi l'aimer. Et je pense qu'il y a des associations qui jouent un rôle important. Former les parents à des choses simples me paraît indispensable.

Mme Arlette D : Je veux répondre sur l'utilité du cheval. La police avec un cheval permet d'instaurer un dialogue. En vélo, la police fonce dans les rues de Tarbes alors qu'avec les chevaux, on peut avoir une vision d'ensemble. Tarbes est la ville du cheval.

JF DELADO : Madame, ces chevaux ne sont pas heureux en centre ville. Ils sont stressés. Il vaut mieux deux agents à la sortie de l'école en train de faire traverser les enfants qu'à cheval en train de galoper en centre ville. Ce n'est que de l'image.

M. Francis C : On associe souvent le mot jeunesse à celui de délinquance et ce n'est ni juste, ni vrai.

Mme Carole B : Il faut distinguer délinquance et incivilité. Aujourd'hui les codes ont changé et les définitions ne sont pas les mêmes. Le meilleur moyen de lutter contre la délinquance c'est de favoriser le tissu associatif. La vidéo surveillance n'empêche pas l'acte, elle permet de le visionner alors que la prévention permet de l'empêcher. L'écran créé un sentiment d'insécurité encore plus important. Sur la création de la Maison de la Justice je souhaiterais avoir des réponses. On parle de sécurité, d'insécurité mais je pense que la première insécurité, c'est l'insécurité sociale.

M. Bernard G : On stigmatise trop les cités. Ce n'est pas juste. Il faudrait par contre pour responsabiliser les jeunes, faire faire à des jeunes des travaux d'intérêts généraux. Cela leur donnerait des bases citoyennes.

M. Marcel C : Il y a un traitement inégalitaire, dans cette ville, sur les aménagements urbains car dans les quartiers populaire actuellement, comme par exemple, ici, à Bel'Air, il y a un mépris de la part de la municipalité, de la SEMI. C'est tout pour le centre ville et le reste on verra alors que nous avons besoin d'infrastructures.

Mme Jackie F : Oui, le monsieur à totalement raison, ici, à Bel'Air, nous sommes les oubliés, les délaissés de cette municipalité qui ne modernise pas notre cadre de vie.

Une habitante de l'Ormeau : Tous les soirs, à l'Ormeau, nous appelons la police car il y a des dégradations. Et je crois que les jeunes sont conscients de ce qu'ils font et il faut leur faire toucher du doigt leurs fautes par des travaux d'intérêts généraux.

M. Yannick D : Sur le boulevard, il y a du rodéo qui dure depuis des années et des jeunes de toute la région viennent ici, à Tarbes, pour faire des courses sans que la police ne dise rien. Ce n'est pas acceptable et la municipalité ferme les yeux alors que cela peut entraîner des accidents graves si on se retrouve pris au milieu de cela.

Mme Paule B : L'insécurité est aussi routière et là aussi, il faut aussi, en centre ville, réprimander les automobilistes irrespectueux.

M. Jean-Claude C : Dans notre quartier, les gens roulent beaucoup trop vite, notamment à la sortie de l'école Anatole France. Je propose une solution, limitation de la vitesse à 30 km-h et sur toute la ville aussi car la voiture rend la ville dangereuse.

Mme Béatrice J : Sur l'éclairage à l'Ormeau, c'est très rare que nous ayons la lumière à certaine période et le quartier est noir. Pour les animaux, il n'y a pas de poubelles pour les déjections canines également. Alors quand on parle de ville propre, c'est de la publicité mensongère.

M. Jean-Pierre B : La violence est aussi une conséquence de la suppression de service public dans les quartiers.

Mme Josette C : En ce qui concerne la délinquance qui sévit sur les trottoirs et dans les parcs et jardins tarbais. A savoir que les maîtres indécents qui délaissent ostensiblement les excréments de leur chien en ces endroits doivent être sévèrement réprimés sur le principe "pollueur-payeur". En effet, à Tarbes, la pollution est tellement importante qu'elle suscite l'indignation générale car je précise qu'il n'y a pas que les tarbais qui utilisent l'espace public et l'image de la ville en souffre beaucoup.

Alors que la mairie a investi depuis 2005 sur une base de plusieurs centaines de milliers d'euros pour l'intégration de l'animal de compagnie dans la ville, **c'est un thème très à la mode** mais dont l'efficacité est nulle notamment au niveau du respect des règles à savoir utiliser les canisites ou des poches mises à disposition mais dont les distributeurs sont vides la plupart du temps car il est impossible d'assurer le remplissage automatique. De fait les citoyens sont complètement déresponsabilisés.

Le Maire de Paris Bertrand Delanoé quand il est arrivé à la mairie de Paris après M. Chirac et M. Tibéri a aussitôt fait ce constat. Il a supprimé ces programmes coûteux et inutiles puisque 20 tonnes de déjections canines étaient ramassées quotidiennement par trois moto-crottes qui chacun coûtait en fonctionnement 70 000 euros par an. De fait, il a préféré après des campagnes de communication affichées, porter un geste sévère sur ces actes. A Paris la répression coûte de 150 euros à 450 euros en cas de récidive. Et pour être positif, ce Maire bien avisé a préféré investir dans des parcs de détente pour tous mais aussi et surtout dans le programme vélib dont nous connaissons le succès qui a d'ailleurs suscité l'envie auprès du maire de Tarbes qui souhaite créer un micro vélib juste avant les élections comme par hasard.

Par ailleurs, la démarche pertinente des élus doit être avant tout la responsabilisation des maîtres en affichant clairement des slogans comme j'aime mon chien, j'aime ma ville je ramasse et suite à la communication les policiers municipaux verbaliseront les contrevenants sans état d'âme en impliquant sévèrement les pollueurs afin que l'exercice simple d'une liberté publique comme aller et venir tranquillement sur un trottoir ne soit pas durablement restreinte à cause de tels comportements sans parler de la pollution visuelle.

On peut parler ici avec humour de lutte concrète contre les dégâts causés par les méfaits de selle de nos amis à quatre pattes qui ont à souffrir d'une mauvaise image compte tenu de l'indignité affichée de leurs maîtres.

Conclusion de Jean GLAVANY :

Ce soir nous avons abordé l'un des sujets les plus difficiles : la sécurité.

Et ce qui est vrai, c'est que les médias contribuent aux sentiments d'insécurité. Il faut savoir gérer la complexité de ce problème. Parfois, je note qu'un bon éclairage dans une rue vaut mieux que 2 policiers. C'est un constat. Il faut aussi que nous aillions une politique pour tous les quartiers de Tarbes car il ne faut pas de laisser pour compte car il n'y a pas que le centre ville. Les crottes de chiens sont une vraie incivilité. La ville de Paris qui a été citée est un exemple en la matière pour responsabiliser les propriétaires d'animaux.

Je crois également qu'il ne faut pas non plus faire de l'angélisme et dire que la vidéo surveillance n'est pas une bonne chose. Il faut prendre du recul et regarder cette question sans tabous ni préjugés. Des villes de droite, comme des villes socialistes ou communistes mettent en place ce type de dispositifs mais ceci est-il utile à Tarbes, je pose la question.

Nous avons aussi besoin d'un CISPDP qui est une raison d'être, force de proposition et d'action.

La mise en place de partenariats avec le Conseil Général, GIP Politique de la ville sont nécessaire pour la prévention.

Pour les CLSH qui sont un lieu d'apprentissage de la citoyenneté et des bases éducatives de l'enfant, le tarif est une variable majeure à prendre en compte et nous serons attentifs à cela.

Je crois aussi qu'en matière de sécurité, une des réponse est au travers des services municipaux qui sont un lien de terrain entre les habitants et les élus car ils représentent la ville. Leur déploiement partout sur la ville est essentiel et pas seulement sur une partie que l'on veut faire briller plus qu'une autre.

Enfin, pour conclure nos échanges, je tien à dire que pour moi, il faut aujourd'hui réorienter les missions de la police municipales pour la rendre plus efficace.